



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°184 18 DECEMBRE 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - ▼ AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ▼ ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - ▼ SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

LANCEMENT DE
L'APPEL A
CANDIDATURES
« 1 000
ENTREPRENEURS
» POUR LE
SOMMET
AFRIQUE-
FRANCE

RETRAIT DE LA
SIPH DE LA
BOURSE DE
PARIS

CAMEROUN : PLUS
DE 200 MDS FCFA
DE PERTES POUR LES
FINANCES PUBLIQUES
SUITE A L'INCENDIE
DE LA SONARA

NIGERIA : SELON
L'ONU DC, LA
CORRUPTION AURAIT
EU TENDANCE A
LEGEREMENT
DIMINUER DEPUIS
2016

ETHIOPIE :
SOUTIEN
FINANCIER
EUROPEEN DE
170 MEUR

CAMEROUN : 276
MDS FCFA DE
FINANCEMENTS
CHINOIS POUR LA
PARTIE URBAINE DE
L'AUTOROUTE
YAOUNDE-NSIMALEN

NIGERIA : L'INDUSTRIE
DES MEDIAS ET
DIVERTISSEMENTS
POURRAIT GENERER
10,8 MDS USD DE
REVENUS EN 2023

COTE D'IVOIRE :
LANCEMENT DE LA
CONSTRUCTION DE
3 000 LOGEMENTS
SOCIAUX A SONGON

BURKINA FASO :
ADOPTION DE LA
LOI DE FINANCES
INITIALE (LFI)
2020



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Développement humain : faible progression du Ghana, stagnation du Nigéria

Selon le PNUD les progrès réalisés par le Ghana et le Nigéria en 2018 sont mitigés. Malgré la légère progression de son Indice de développement humain (IDH), le Ghana voit sa position stagner dans le classement général (0,596, 142^{ème}). L'amélioration du niveau de vie par habitant et de l'espérance de vie à la naissance ont permis de compenser l'inertie des progrès dans l'accès à l'éducation. La stagnation de ces variables s'observe également au Nigéria, pénalisé par ailleurs depuis 2016 par la chute de son niveau de vie par habitant. Seule l'amélioration de l'espérance de vie à la naissance lui permet de ne pas régresser davantage (+1 place) dans le classement général (0,534, 158^{ème}).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Lancement de l'appel à candidatures « 1 000 entrepreneurs » pour le Sommet Afrique-France

Annoncé lors de la conférence de presse de présentation du Sommet Afrique-France 2020 qui se tenait à Bordeaux le 17 septembre 2019, le Challenge des 1 000 est une initiative conjointe de Digital Africa et du Sommet. L'État invitera à Bordeaux 1 000 entrepreneurs africains à venir présenter leurs solutions à la Cité des Solutions, un salon dédié aux projets et aux solutions pour la ville et les territoires durables qui se tiendra lors de la 28^{ème} édition du Sommet Afrique-France les 4, 5 et 6 juin 2020. Les entrepreneurs pourront présenter leurs entreprises ou projets, partir à la recherche de financements, de partenaires et s'exprimer sur leurs innovations et préoccupations lors du Sommet, sur la Cité des Solutions. [Consultez ce lien pour vous renseigner et candidater !](#)

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ La BCEAO maintient inchangée la politique monétaire de la zone UEMOA

Le Comité de politique monétaire (CPM) de la BCEAO tenait, le 4 décembre, sa 4^{ème} réunion ordinaire au titre de l'année 2019 à Dakar (Sénégal). A l'issue de cette rencontre, le CPM a annoncé sa décision de laisser inchangée la politique monétaire de l'UEMOA, avec notamment le maintien du taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité à 2,5%, ainsi que de celui du taux d'intérêt du guichet de prêt marginal à 4,5%. Le coefficient de réserves obligatoires applicable aux banques de l'Union demeure également fixé à 3%. Cette décision s'appuie sur la bonne orientation globale de la conjoncture économique internationale et régionale rappelées par le CPM.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Clôture de la COP25 à Madrid

La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP25) se tenait à Madrid, en Espagne, du 2 au 13 décembre 2019. Les discussions ont porté sur les dispositions de l'article 6 de l'Accord de Paris, qui permettraient aux pays d'atteindre les résultats d'atténuation au niveau national par le biais de mécanismes du marché tels que les marchés de droits d'émission de carbone. Pour rappel, l'Afrique accueille 17% de la population mondiale mais ne représente que 4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. L'orientation des politiques étatiques africaines vers les énergies propres représente un enjeu majeur dans l'atteinte des objectifs fixés par les accords de Paris en 2015, alors que deux tiers de la population africaine vivent encore sans électricité.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Retrait de la SIPH de la bourse de Paris

Conformément au souhait de ses deux actionnaires principaux, la Société Internationale de Plantation d'Hévéas (SIPH) – premier producteur de caoutchouc en Afrique – a été retirée de la Bourse de Paris, le 10 décembre 2019. Les deux principaux actionnaires de la société, le Français Michelin et l'Ivoirien Sifca, ont désormais acquis suffisamment du capital - 93,57 % à eux deux pour imposer ce retrait. SIPH est spécialisée dans la production, l'usinage et la commercialisation de caoutchouc naturel à usage industriel, principalement dans l'activité pneumatique. La société exploite plus de 40 000 hectares en Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria et au Liberia, avec un niveau de production actuel de quelque 290 000 tonnes par an.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Ethiopie : Accord technique entre le gouvernement et le FMI pour un programme assorti d'un financement de 2,9 Mds USD**

À l'issue d'une mission du FMI en Éthiopie, et à la demande des autorités locales, les équipes techniques du FMI ont formalisé un accord de principe pour un programme triennal d'un montant de 2,9 Mds USD afin d'appuyer la mise en œuvre de la nouvelle stratégie économique nationale *Homegrown Economic Reform*. Ce programme, qui pourrait être décaissé via une Facilité élargie de crédit associée à une Facilité de fonds élargie, comporterait cinq objectifs : (i) remédier à la pénurie de devises et évoluer vers un régime de change plus flexible, (ii) améliorer la gestion des entreprises d'État, (iii) renforcer la mobilisation des recettes domestiques et l'efficacité des dépenses, (iv) réformer le secteur financier, (v) renforcer les filets de sécurité financière. Ce programme sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI le 18 décembre.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : Dépréciation du birr de 6,9 % vis-à-vis du dollar**

En un mois (13 novembre-13 décembre 2019), le cours du birr a chuté de 6,9 % vis-à-vis du dollar : la valeur d'un dollar représente désormais 31,67 birr. Cette dépréciation opérée par la Banque centrale éthiopienne – qui contrôle le cours de la monnaie – pourrait faire suite aux recommandations du FMI. En effet, malgré la dévaluation du birr de 15 % en octobre 2017, le FMI considère que le taux de change effectif réel du birr demeure surévalué (le taux de change sur le marché parallèle atteint 40 à 43 birr).

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : Ralentissement de la croissance en 2019 selon la Banque centrale ougandaise (BoU)**

Dans ses dernières prévisions, la BoU anticipe un ralentissement de la croissance en 2019, dorénavant estimée entre 5,5 et 6 % contre 6,2 % initialement. Une baisse de la demande globale, la faible croissance mondiale (3 %, soit le niveau le plus faible depuis la crise de 2008) et les tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis expliquent cette tendance. Les importations demeurent en hausse, notamment les importations d'hydrocarbures (20 % des importations) dont le coût est renchéri par la hausse du cours du pétrole. Si les dépenses publiques constituent toujours le principal moteur de la croissance, leur financement par recours à l'endettement domestique pourrait pénaliser le crédit au secteur privé malgré la politique accommodante de la banque centrale (maintien des taux directeurs à 9 %). Selon les autorités, la croissance devrait se maintenir autour de 6 % à moyen-terme mais reste vulnérable aux facteurs internes (attentisme des investisseurs en période électorale) et externes (incertitudes sur l'économie mondiale).

✉ suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : Hausse de l'inflation à 6,9 % au mois de novembre

Selon le dernier rapport de l'Institut National des Statistiques rwandaises, la hausse des prix au mois de novembre a atteint 6,9 %, contre 4,4 % en octobre, dépassant l'estimation de la Banque centrale rwandaise, établie à 5 %. Elle serait imputable à l'augmentation des prix du maïs et des haricots, produits alimentaires qui sont parmi les plus consommés au Rwanda. Cette hausse des prix pourrait s'expliquer par la saisonnalité de la production agricole, les stocks réalisés à partir des récoltes de juillet s'amenuisant.

✉ lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

▼ Cameroun : Plus de 200 Mds FCFA de pertes pour les finances publiques suite à l'incendie de la SONARA

Selon la loi des finances 2020, l'incendie de la Société nationale de raffinage (SONARA) intervenu le 31 mai 2019, génère au niveau des impôts un manque à gagner de 70 Mds FCFA, et des pertes de 63 Mds FCFA en droits de douane dont 44 Mds FCFA d'arriérés. A cela s'ajoutent 60 Mds FCFA au titre des liquidations non acquittés et 25,5 Mds FCFA au titre des engagements directs. La loi de finances souligne que, dès 2020, la SONARA sortira du secteur industriel pour être reclassée dans le secteur purement commercial, car confinée à jouer un rôle de marketeur.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Léger rebond de l'activité en 2019 selon la Banque centrale

La Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) prévoit une croissance du PIB congolais de 1,9% en 2019, dont 3,3% pour le secteur pétrolier et 0,8% pour le secteur hors pétrole. Cette croissance est inférieure au taux de 5,2% initialement prévu, mais en hausse par rapport à 2018 (1,7%). S'agissant du taux d'inflation, il se situerait à 2% contre 1,2% en 2018. Le solde budgétaire devrait se situer à 6,8% du PIB contre 5,2% en 2018, grâce aux efforts d'ajustement budgétaire. Toutefois, le solde du compte courant devrait être déficitaire à -2,5% du PIB, contre un excédent de 8,4% en 2018, en raison de la baisse en valeur des exportations de pétrole. En revanche, la balance des paiements redeviendrait positive et permettrait de reconstituer les avoirs extérieurs.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : adoption de la loi de finances initiale (LFI) 2020

Les prévisions de recettes sont 2 217 Mds FCFA (3,4 Mds EUR), en hausse de +13,4%, et celles des dépenses 2 502 Mds FCFA (3,8 Mds EUR), soit +13,1%. Le déficit serait d'environ 285 Mds FCFA, soit 3% du PIB. Les budgets de la Défense et de la Sécurité, s'élèvent respectivement à 220 Mds FCFA (335 M EUR, + 5%) et 104 Mds FCFA (158 M EUR, +4%). En matière d'investissements, la priorité est accordée au renforcement des projets prioritaires du gouvernement : centre de santé de cancérologie, centre de neurologie, infrastructures scolaires et de santé, infrastructures hydrauliques et routières. Le coût des élections couplées, présidentielle et législative, se chiffre à 145 M EUR.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Cap-Vert : la Banque centrale maintient la politique monétaire

Lors de sa dernière réunion ordinaire, le Comité de politique monétaire a décidé de proposer au Conseil d'administration de la Banque centrale du Cap-Vert un maintien de l'orientation actuelle de la politique monétaire en raison de la bonne évolution des indicateurs macrofinanciers. L'inflation est restée mesurée, à +1,1% en moyenne annuelle en octobre ; le compte courant s'est amélioré avec un déficit de 26,2 M EUR au troisième trimestre, un montant trois fois inférieur à la même période l'année dernière, surtout en raison de la hausse des exportations de services ; et les réserves ont cru d'environ 92 M EUR.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : adoption de la 6^{ème} revue du programme avec le FMI

L'adoption de la revue a permis un décaissement immédiat de 133,4 M USD en faveur du pays, ce qui porte à environ 896,7 M USD (100% quote-part du pays) le montant total décaissé depuis le début du programme. L'exécution du programme a été jugée satisfaisante. Le Fonds souligne le maintien de la trajectoire de croissance soutenue (7,5% en 2019) et les bonnes perspectives à moyen terme (6,4% à l'horizon 2024). Les autorités devraient poursuivre les efforts en matière de consolidation budgétaire, pour respecter dès fin 2019 un déficit budgétaire de 3% du PIB, conforme à la norme de convergence communautaire. A la demande des autorités ivoiriennes, le Conseil d'administration du Fonds a décidé de prolonger la durée du programme d'un an.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : la mise en œuvre de la 1^{ère} phase de démantèlement tarifaire est effective depuis le 9 décembre

Cet accord de libre-échange réciproque, conclu en 2008 et entré en vigueur en 2018, prévoit un calendrier de libéralisation tarifaire en 5 phases sur la période 2019-2029, sur le principe de suppression immédiate et non progressive des taux. La 1^{ère} phase de démantèlement tarifaire porte sur 1 115 lignes tarifaires du Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO. Pour rappel, les exportations de la Côte d'Ivoire vers l'UE (4,7 Mds EUR, dont 600 M EUR vers la France) ont représenté 41% des exportations totales ivoiriennes en 2018. Les importations de biens européens étaient chiffrées à 3 Mds EUR.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : exécution budgétaire satisfaisante à fin septembre 2019

Selon le gouvernement, les ressources budgétaires mobilisées à fin septembre 2019 ont été de 4 544,7 Mds FCFA (6,9 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 95,3% par rapport aux prévisions. Parallèlement, les dépenses exécutées s'élèvent globalement à 4 542,5 FCFA (6,9 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 98,8. Au total, le déficit budgétaire à fin septembre 2019 ressort ainsi à 594,6 Mds FCFA (906,5 M EUR), pour un niveau plancher de -614 Mds FCFA (936 M EUR) fixé dans le cadre du programme avec le FMI. Pour mémoire, le budget global pour l'année 2019 a été voté à 7334,3 Mds FCFA (11,2 Mds EUR) et vise un déficit de 3% du PIB.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : situation des opérations de passation des marchés publics à fin septembre 2019

Le montant des marchés approuvés à fin septembre 2019, s'élève à 948,8 Mds FCFA (1,4 Md EUR), soit une baisse de 8,7% en glissement annuel (g.a.). Les procédures concurrentielles (appels d'offres ouverts et appels d'offres restreints) représentent 72% des marchés approuvés à fin septembre 2019, soit une baisse de 7,4 points de pourcentage en g.a. Les procédures non concurrentielles représentent 25,8% du montant des marchés approuvés, soit une hausse de 6,8 points en g.a. Concernant les marchés de gré à gré, ils représentent 7,9% du montant des marchés approuvés à fin septembre 2019 contre 12,7% en septembre 2018, soit une baisse de 4,8 points. La part des marchés attribués aux PME était de 46,6%.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : 9 Mds USD investis dans le Plan national de développement économique et social 2016-2020 depuis son lancement

Le Premier ministre guinéen a présidé, le 11 décembre 2019, les travaux de lancement de la 1^{ère} revue de performance du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020), au titre de l'année 2018. A cette occasion, il a indiqué que la Guinée avait investi plus de 9 Mds USD dans des projets et programmes du PNDES depuis son lancement. Pour rappel, le gouvernement avait réuni ses partenaires techniques et financiers en novembre 2017 à Paris et reçu des promesses de financement à hauteur de 21,7 Mds USD pour la mise en œuvre de ce Plan national. D'après le Premier ministre, les actions programmées en 2018 ont connu un meilleur rythme d'exécution qu'en 2017.

✉ iognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : nouveau programme avec le FMI

Le Conseil d'administration du Fonds a approuvé le 11 décembre un accord de quatre ans au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) avec le Libéria, d'un montant de 213,6 M USD. Cette décision permet le décaissement immédiat de 23,4 M EUR. Ce programme entend rétablir un cadre macroéconomique stable en se focalisant sur une consolidation budgétaire et la mise en place d'une politique monétaire moderne axée sur la stabilité des prix. Ce programme aura également un rôle de catalyseur pour les financements des bailleurs de fonds, qui assurent actuellement l'essentiel des dépenses en capital du pays. Selon les prévisions du FMI, la mise en place de ce programme permettrait un retour à la croissance dès 2020, à +1,5%.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 186 M EUR de recettes en 2018 pour les industries extractives

D'après le rapport de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), les industries extractives ont généré près de 186 M EUR pour l'économie nationale en 2018, dont 168 M EUR de contribution au budget de l'Etat du Sénégal, soit 4,6%. Les revenus générés par les industries extractives qui atteignaient 193 M EUR en 2017, ont connu une chute de 6,8 M EUR liée à la baisse des contributions du secteur pétrolier.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : le gouvernement togolais dote chaque commune d'une trésorerie**

Le 5 décembre, le Conseil des ministres togolais a acté la dotation d'une trésorerie par commune. Cette dotation s'inscrit dans la mise en œuvre de budgets communaux pour lesquels est désormais instaurée la séparation des fonctions d'ordonnateurs (les maires) et les comptables publics. Cette décision vise à être conforme « à la réglementation financière et comptable en vigueur ». Elle est motivée par la nécessité de créer dans les communes « un poste comptable placé sous l'autorité d'un comptable public », relève le communiqué officiel.

✉ pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ghana : le coût budgétaire de l'assainissement du secteur bancaire est examiné par le Parlement

Le Ministre des Finances, Ken Ofori Atta, a présenté les mesures de renflouements du plan d'assainissement du secteur bancaire au Parlement d'un coût de 15,6 Mds GHS (2,4 Mds EUR) pour les mesures prises entre 2017 et 2019. Sur ce total, 14,3 Mds GHS (2,2 Mds EUR) seront alloués aux remboursements des dépôts des institutions ayant été fermées, parmi lesquels, 11,7 Mds GHS (1,8 Md EUR) assureront les dépôts pour les 9 banques qui se sont vues retirer leur licence. Enfin, 1,3 Md GHS (200 MEUR) doivent être alloués à des interventions pour soutenir la liquidité des marchés financiers. Depuis le début des mesures en août 2017, 9 banques et 400 sociétés de crédits et d'épargne ont été fermées.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : selon l'ONUDDC, la corruption aurait eu tendance à légèrement diminuer depuis 2016

En collaboration avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), le Bureau nigérian des statistiques a publié les résultats d'une enquête sur la corruption. Parmi les individus ayant répondu, 30% ont admis avoir versé un pot-de-vin à un agent public lors des 12 derniers mois, en légère baisse par rapport à 2016. Le Sud-Sud (35%) et le Nord-Central (33%) ont les régions les plus touchées, au contraire du Nord-Ouest (25%) et du Sud-Est (26%). Les pots-de-vin représenteraient chaque année 675 Mds NGN, l'équivalent de 0,52% du PIB. Les administrations les plus touchées par la corruption en 2016 (police, justice et les douanes) auraient néanmoins connu les progrès les plus importants.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : nouvelles nominations à la tête du FIRS et de l'AMCON

L'exécutif a présenté ses propositions pour remplacer l'actuel Président exécutif du *Federal Inland Revenue Service* (FIRS), l'agence fédérale de recouvrement des impôts, ainsi que l'actuel Président de l'*Asset Management Corporation of Nigeria* (AMCON), structure publique de défaisance créée en 2010 et gérant aujourd'hui 5 400 Mds NGN (15 Mds USD) d'actifs. Muhammad M. Nami a été proposé pour reprendre la tête du FIRS, il est membre depuis 2017 du Comité présidentiel sur l'audit des avoirs volés recouverts. Edward Adamu a été proposé pour l'AMCON, il est actuellement gouverneur adjoint pour les services aux entreprises à la Banque centrale du Nigeria. Ces deux nominations devront être validées par le Sénat.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : Soutien financier européen de 170 MEUR**

Dans le cadre de sa visite à Addis-Abeba le 7 décembre, Ursula von der Leyen – nouvelle présidente de la Commission européenne – a signé quatre accords de financement d'un montant total de 170 MEUR. Il s'agit de (i) 100 MEUR d'aide budgétaire directe pour soutenir la compétitivité régionale et plus particulièrement les secteurs du transport et de la logistique, (ii) 50 MEUR pour l'extension du Plan de transformation du secteur de la santé (2020-2022), (iii) 10 MEUR pour renforcer les capacités techniques du Conseil électoral en vue des élections de 2020, (iv) 10 MEUR destinés à améliorer le climat des affaires et promouvoir l'investissement privé. En janvier 2019, la Commission européenne et l'Éthiopie avaient déjà signé trois accords d'un montant de 130 MEUR.

✉ anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : Lancement du service de fret de la voie de chemin de fer Nairobi - Naivasha (SGR phase 2) par le Président Uhuru Kenyatta**

Cette ligne de 120 km, d'un montant de 1,5 Md USD, a été financée par un prêt de l'Exim Bank of China. Ce projet s'inscrit dans le corridor nord est-africain qui relie le port de Mombasa à Kampala, Kigali et la RDC. Il vise à réduire le temps de transit des marchandises et renforcer la sécurité du fret. Face à la faible rentabilité de la ligne, notamment de la phase 1 entre Mombasa et Nairobi en service depuis mi-2017, l'Exim Bank a refusé pour l'heure de financer les phases ultérieures qui devaient relier Naivasha à Kisumu puis à la frontière ougandaise. Le SGR kenyan risque d'être par ailleurs concurrencé par le SGR tanzanien, dont le lancement de la première phase est attendu début 2020, et qui pose la première pierre du renforcement du corridor central qui relie le port de Dar à la RDC.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : Construction d'un nouveau chemin de fer à voie standard (SGR) de 220 km**

Le président Magufuli a annoncé que le gouvernement s'apprête à lancer les travaux de construction d'un chemin de fer de 220 km entre Mwanza (nord du pays) et le port sec d'Isaka (centre-nord). Ce projet vise à désenclaver les régions autour du lac Victoria et servira d'alternative aux moyens de transport par voie fluviale. Ce projet est une portion du projet de SGR qui couvrira près de 1 450 km, de Dar es Salaam jusqu'aux rives du lac Victoria, pour 7,5 Mds USD d'investissement au cours des cinq prochaines années. La première phase du SGR, actuellement en construction sur 300 km entre Dar es Salaam et Morogoro, est à plus de 70 % de taux d'exécution.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Tenue de la 13e session du Comité d'orientation et de suivi du C2D

La 13e session du Comité d'orientation et de suivi du contrat désendettement (C2D), tenue à Yaoundé le vendredi 13 décembre 2019, a permis de faire le bilan des réalisations de cet outil de développement. Depuis juin 2018, 83 Mds FCFA ont été décaissés par le C2D afin de financer des programmes et projets dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, de l'aménagement urbain et du développement des territoires, etc. La question du reversement des différents reliquats du 3e C2D à des projets tels que la promotion de l'innovation et du digital ainsi qu'à l'appui aux régions vulnérables et fragiles a également été abordée.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Un don de 33 Mds FCFA de l'Union européenne pour le secteur rural

Ce don prolonge l'appui budgétaire sectoriel de 65 Mds FCFA octroyé par l'Union européenne en soutien au programme FMI sur la période 2017-2019. Il couvrira la période 2020–2021 et permettra d'approfondir les réformes démarrées dans la première phase de l'appui, en intégrant progressivement le développement de certaines chaînes de valeurs prioritaires, telles que celles du coton, du cacao et de l'aquaculture.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 276 Mds FCFA de financements chinois pour la partie urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen

Un contrat commercial a été signé le 10 décembre dernier entre le ministre de l'Habitat et du Développement urbain et le directeur régional de China Communications Construction Company Limited. Il constitue un préalable à la mise en place de financements de la part d'institutions financières chinoises pour la construction de la partie urbaine de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen. Évalué à 276 Mds FCFA, le projet prévoit la construction d'une route à 4 voies longue de 12,3 km, composée de 11 échangeurs et 10 passerelles pour piétons, un terre-plein central, 2 bandes d'arrêt d'urgence, des voies de service et des équipements connexes (éclairage public, signalisation, aménagement paysager). La construction devrait durer cinq ans.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : La BAfD approuve un prêt de 187 M EUR en faveur du Congo

Le conseil d'administration de la BAfD a approuvé, le 13 décembre, un prêt de 187 M EUR en faveur du Congo-Brazzaville, conditionné à la mise en œuvre d'une matrice de mesures. Ce financement vient en appui du programme d'ajustement structurel que le pays a signé le 11 juillet avec le FMI. Il s'inscrit dans la mise en œuvre du Programme d'appui aux réformes économiques et financières - PAREF – financé par l'institution internationale, et devrait permettre à l'État congolais de financer ses dépenses sociales et de participer au remboursement de ses arriérés intérieurs et extérieurs. Outre la question de la dette, le PAREF mettra également l'accent sur l'efficacité de l'investissement public et la gouvernance des entreprises publiques.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : vers un remboursement de la dette commerciale intérieure

Les syndicats patronaux et l'exécutif, réunis le 13 décembre, se sont entendus sur le mode opératoire de la titrisation, option retenue pour le remboursement des créances commerciales sous forme de certificats nominatifs d'une maturité de 7 ans sans intérêt, avec une décote d'environ 22% en cas de récupération immédiate de la créance auprès des banques LCB et BCH, mandatées par la société organisatrice de l'opération, la SGI Bénin. Les opérateurs économiques pouvaient commencer à percevoir leurs titres de paiement le 16 décembre sur une première tranche de remboursement évaluée à 124 Mds FCFA au titre de l'exercice budgétaire 2019.

✉ catherine.dumache@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Congo-Brazzaville et la Banque mondiale concluent un nouveau cadre de partenariat

Ce nouveau cadre de partenariat, validé le 10 décembre par le Conseil d'administration de la Banque mondiale, vise à soutenir la mise en œuvre des objectifs de développement du Congo-Brazzaville pour la période 2019-2024. Il s'articulera autour de deux domaines, à savoir le renforcement de la gestion économique et la diversification d'une part et d'autre part, le développement du capital humain et la résilience pour une croissance inclusive et durable. Il comprendra également des projets en faveur de l'autonomisation des femmes et de l'économie numérique. La Banque mondiale, qui finance actuellement dix projets au Congo à hauteur de 451 M USD, souhaite se concentrer sur un portefeuille de projets plus réduit avec un impact plus important.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : financement du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles par l'OFID

Le ministre en charge des Finances et le directeur général du Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) ont signé un accord de prêt d'un montant de 19,4 M USD au profit du Projet d'appui à la promotion des filières agricoles (PAPFA). Ce projet vise la réalisation des infrastructures agricoles de soutien à la production agricole (réhabilitation de 3000 ha de pistes de desserte et 5 nouveaux centres de ressources en entrepreneuriat rural). D'un coût total de 71,7 M USD, ce projet est cofinancé par le Fonds international pour le développement agricole (FIDA, 38 M USD), le gouvernement burkinabè (6,4 M USD) et les bénéficiaires directs (7,3 M USD).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : appuis financiers de l'AFD en faveur du secteur éducatif et pour la construction de deux grands marchés

Le porte-parole du gouvernement Sidi Toure a annoncé le 4 décembre la ratification de la convention de crédit signée entre l'AFD et l'État ivoirien. La convention accorde un appui financier d'un montant de 19,7 Mds FCFA (30 M EUR) en faveur du secteur éducatif. Cet appui financier s'inscrit dans le cadre du programme social du gouvernement (PS-Gouv) qui vise à améliorer l'accès à l'éducation. Par ailleurs, à l'occasion du Conseil des Ministres du 11 décembre, a été ratifiée une convention de crédit signée avec l'AFD accordant 59 Mds FCFA (90 M EUR) pour la construction de deux grands marchés couverts et leurs abords, dans la ville de Bouaké et dans la commune de Yopougon.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : ratification d'un accord de prêt avec le Fonds saoudien de développement (FSD) pour la construction du CHU d'Abobo

À l'occasion du Conseil des ministres du 11 décembre 2019, a été ratifié un accord de prêt signé avec le FSD d'un montant de 13,4 Mds FCFA (20,4 M EUR), destinés à financer la construction du Centre Hospitalier Universitaire d'Abobo. Le Centre Hospitalier Universitaire d'Abobo sera d'une capacité de 600 lits. Cet accord de financement avait été signé en octobre 2019 à l'occasion du déplacement du Vice-Président et Directeur général du FSD, qui avait également engagé son institution à financer le Programme pilote de développement des infrastructures dans les régions du Poro et du Bounkani, à hauteur de 9 Mds FCFA (environ 13,8 M EUR).

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : adoption de la 4^{ème} revue du programme avec le FMI

L'adoption de la revue permet un décaissement immédiat de 22,8 M USD en faveur du pays, ce qui porte à environ 114 M USD le montant total décaissé depuis le début du programme, fin 2017. Le Conseil d'administration a approuvé la demande de dérogation formulée par les autorités pour non-respect du critère de performance relatif aux emprunts non concessionnels. Au cours de la même réunion, il a également adopté la consultation 2019 au titre de l'article IV. Le Fonds souligne le renforcement de la croissance économique en 2019 (à +6,9%, contre +3,4% en 2018) et les bonnes perspectives en 2020 (+6,3%), mais rappelle la menace sécuritaire et les risques soulevés par la volatilité des prix des matières premières.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : repli des échanges commerciaux au cours du troisième trimestre 2019**

Les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde, au cours du troisième trimestre 2019, sont évalués à 54,9 Mds MRU (1,3 Md EUR), enregistrant une baisse de -25,1% par rapport au trimestre précédent et une hausse de +26,9% par rapport au même trimestre de 2018. Les importations totales ont atteint 29,7 Mds MRU (715 M EUR) en baisse de -29,1% sur le trimestre, et en hausse de +26,4% sur un an. Les exportations se sont établies à 25,2 Mds MRU (601,4 M EUR), en baisse de -19,7% sur un trimestre et en hausse de +27,5% sur un an. L'Europe reste le 1^{er} partenaire commercial du pays, représentant 49,1% des échanges extérieurs mauritaniens (dont 6,8% pour la France).

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : les travaux du pont Djibo Bakary exécutés à 60%**

Le 30 novembre 2019, le Projet multinational de la route transsaharienne (PMRTS) a organisé une excursion sur le chantier de construction du pont de Farié, récemment baptisé Pont Djibo Bakary. Réalisés par l'entreprise chinoise China Geo-Engineering corporation (CGCINT), la construction du pont est financée par la Banque africaine de développement (BAfD) à hauteur de 19,8 M EUR. A l'occasion de cette excursion, le coordinateur national du PMRTS a indiqué que le chantier, lancé en juin 2016, est exécuté à 60%. La finalisation de ce projet contribuera au désenclavement de Téra dans la région de Tillabéri, une localité où les bacs et les pirogues demeurent encore pour les populations le seul moyen pour traverser le fleuve Niger.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : 21 M USD octroyés par les Etats-Unis au titre de l'aide militaire**

Washington a octroyé un don de 21 M USD au Niger pour aider au renforcement de la force anti-djihadiste du G5 Sahel. L'aide militaire américaine est en cours de mise en œuvre depuis une semaine au Niger. Treize blindés de type Mamba, 86 systèmes radio et 4 containers ont déjà été remis au ministère nigérien de l'Armée. 47 véhicules tactiques blindés supplémentaires doivent encore être acheminés, ainsi que des pièces de rechange et des équipements de protection individuels.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Sénégal : la BID promet entre 80 et 100 M EUR pour la phase 2 du TER**

A l'issu du sommet des transformateurs, organisé le 9 décembre à Dakar par la Banque islamique de développement (BID) en partenariat avec le gouvernement du Sénégal afin d'échanger sur les techniques innovantes pour les villes durables, le Président de la BID a annoncé l'octroi d'un financement de 80 à 100 M EUR au Sénégal pour la deuxième phase du projet de Train express régional (TER). La BID avait déjà contribué à hauteur de 300 M EUR au financement de la première phase du TER. La Banque s'engage également à investir dans le secteur de l'aquaculture et du pétrole et du gaz. A ce titre, le Président a signé un mémorandum d'entente (MoU) avec le ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : la BAfD injecte plus de 62 M EUR pour la DER**

Le conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé un financement de 62,8 M EUR au gouvernement du Sénégal, via la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide des femmes et des jeunes (DER/Fj), pour la mise en œuvre de la première phase de son Projet d'appui et de valorisation des initiatives entrepreneuriales des femmes et des jeunes. Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Sénégal Emergent (PSE) de créer des emplois décents pour les jeunes et les femmes à travers la promotion de l'entrepreneuriat. A terme, le projet doit financer plus 14 000 initiatives entrepreneuriales et générer ou consolider environ 65 000 emplois directs et 89 000 emplois indirects.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : le Système des Nations Unies (SNU) signe un nouveau cadre de coopération pour 109,4 M EUR**

La ministre de la Planification du Développement et de la Coopération et le coordonnateur résident du SNU ont signé un nouveau cadre de coopération pour le développement du Togo, pour une période de 5 ans. Evaluées à 72 Mds FCFA (109,4 M EUR), les actions prévues dans ce nouveau document ciblent quatre domaines prioritaires : (i) l'amélioration de l'employabilité et du potentiel entrepreneurial des jeunes et femmes, afin de favoriser l'accès à un emploi décent, (ii) le renforcement de l'accès des populations à un cadre de vie décent et aux ressources durables, (iii) l'amélioration de l'accès équitable aux services sociaux de base et de qualité et (iv) le renforcement des institutions publiques.

✉ pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Tanzanie : Réduction significative du coût du forage d'un puit pour l'irrigation afin de promouvoir l'irrigation

Le ministre de l'Agriculture, Japhet Hasunga, a ordonné à la Commission nationale d'irrigation de diviser par 8 le coût du forage d'un puit afin de promouvoir l'agriculture d'irrigation en Tanzanie. Selon lui, le prix actuel de 70 kUSD USD par puit n'est pas conforme aux efforts d'industrialisation du gouvernement. Ainsi, le coût du forage est plafonné à 9 kUSD. Cette mesure devrait contribuer à augmenter la surface des terres irriguées du pays, actuellement de 461 000 hectares actuels à au moins cinq millions d'hectares d'ici 2025. Le ministre a précisé que l'irrigation est la meilleure façon de cultiver et que la Tanzanie souhaite réduire la dépendance des agriculteurs ne dépendent pas nécessairement des pluies saisonnières pour cultiver.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ghana : la centrale électrique Karpowership déménage du port de Tema vers Takoradi

La centrale électrique sur bateau Karpowership (470 MW), propriété de la société turque du même nom, déménage du port de Tema vers Takoradi (sud-ouest) afin de bénéficier du gaz naturel ghanéen pour la production d'électricité, moins cher que le gaz importé majoritairement du Nigéria. Pour rappel, le Ghana est engagé dans de nombreux contrats *take-or-pay* à payer l'électricité produite non consommée. Or la capacité installée dans le pays (4472 MW fin 2018) est supérieure au pic de consommation (2371 MW). Le gouvernement ghanéen s'est engagé en septembre 2019 à la renégociation de ces contrats dans un effort d'assainissement du secteur. Le déménagement devrait entraîner une économie annuelle estimée à 100 M USD.

✉ adrien.massebieau@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Vitol a signé un accord avec la Nigeria LNG pour l'achat de 500 000 tonnes de gaz par an

L'entreprise Vitol, spécialisée dans le négoce et la distribution d'énergies et de matières premières, a annoncé avoir signé un contrat de 10 ans avec la *Nigeria Liquefied Natural Gas* (NLNG) pour la fourniture de 500 000 tonnes de gaz naturel par an, dès octobre 2021. Les 6 trains de liquéfaction de la NLNG lui permettent de produire 22 M de tonnes de gaz par an. Les détails financiers de l'opération n'ont pas été révélés. Le Nigéria est le 5^{ème} exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (1^{er} sur le continent africain) et compte pour 28% des importations françaises. Pour rappel, la NLNG est détenue à 49% par le gouvernement nigérian, 25,6% par Shell, 15% par Total et 10,4% par Eni.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : signature du contrat de concession entre EDF, Meridiam et Biokala et le gouvernement ivoirien pour la centrale à biomasse Biovéa**

Ce contrat porte sur la conception, la construction et l'exploitation d'une centrale à biomasse d'une puissance de 46 MW sur une période de 25 ans. Les prochaines étapes sont le démarrage des travaux au 2^{ème} semestre 2020 et le début de l'exploitation mi-2023. La centrale à biomasse sera située à Aboisso (à 100 km d'Abidjan, dans la région du Sud-Comoé). La centrale sera la plus grande infrastructure énergétique d'Afrique de l'Ouest alimentée par des résidus agricoles et fournissant de l'électricité pour 1,7 millions de personnes. L'investissement total représente près de 200 M EUR, financés par le consortium et des partenaires comme Proparco.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : lancement de la construction de 3 000 logements sociaux à Songon**

Le ministre de la Construction, du logement et de l'urbanisme a lancé le 9 décembre les travaux de construction de 3 000 logements sociaux à Songon. Le chantier de construction a été accordé à la filiale du groupe ivoirien SNEDAI Marylis BTP. La cité, construite sur 30 ha s'inscrit dans la redynamisation du programme présidentiel de logements sociaux et économiques lancé en 2011.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : nouvelle aide budgétaire de 2 M EUR du gouvernement français**

L'Agence française de développement et le ministère des Finances et des affaires économiques gambien ont signé un accord pour l'octroi d'une aide budgétaire supplémentaire de 2 M EUR à la Gambie. Cet appui vise à préserver les dépenses en faveur de la réduction de la pauvreté et soutenir les efforts de consolidation budgétaire du gouvernement. Cette aide budgétaire suit une précédente subvention de 5 M EUR octroyée en 2018 et vient s'ajouter aux 50 M EUR d'aide annoncés par la France à la Conférence des bailleurs de mai 2018.

✉ lucile.porte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Libéria : 9 licences pétrolières bientôt soumises à un appel d'offres par le gouvernement libérien**

Le gouvernement libérien, par l'intermédiaire de l'Autorité de réglementation pétrolière du Libéria (LPRA), a annoncé que plusieurs blocs seront offerts lors du prochain cycle d'octroi de 9 licences pétrolières prévu en avril 2020. Ces blocs d'exploration concernent le bassin Harper, l'une des dernières régions inexplorées et non forées au large de l'Afrique de l'Ouest. La société d'exploration norvégienne TGS, qui dispose d'une large gamme de données multiclients sur une grande partie de l'offshore libérien, appuiera le programme avec notamment 5 272 km² de données 2D et 6 276 km² de données sismiques, gravimétriques et magnétiques 3D.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Nigéria : l'industrie des médias et divertissements pourrait générer 10,8 Mds USD de revenus en 2023

Un rapport du cabinet PwC estime qu'après avoir atteint 4,5 Mds USD en 2018, les revenus générés par le secteur des médias et divertissements devraient croître annuellement de près de 20% pour atteindre 10,8 Mds USD en 2023 au Nigéria. Les « médias et divertissement » couvrent : les sites internet, la presse et l'édition, l'audiovisuel, la musique, les jeux vidéo et la publicité extérieure. Les revenus générés par Internet représentent 69% de l'ensemble des revenus de l'industrie, nombre qui devrait passer à 81% dans 4 ans. L'affichage public devrait continuer à voir ses revenus croître, notamment grâce à l'arrivée du français JCDecaux en 2017, leader mondial de communication extérieure.

✉ margaux.abrieu@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : Partenariat entre Norfund et WeLight Madagascar

Le 12 décembre, le fonds norvégien de développement Norfund a annoncé un partenariat d'investissement avec *WeLight* Madagascar, joint-venture entre Sagemcom et Axian, en vue de construire des mini-centrales solaires dans une centaine de villages de Madagascar, dont 15 sont déjà financées sur fonds propres par *WeLight*. Norfund contribuera à mobiliser des financements auprès de partenaires financiers en faveur de *WeLight*. Pour rappel, en 2017, Sagemcom a bénéficié d'un FASEP de 445 kEUR de la DGTrésor portant sur la faisabilité du projet de mini-centrales dans 142 villages enclavés du pays.

✉ frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : La SOPECO lance son application de paiement électronique

L'application baptisée PosteMobile permet d'envoyer ou de recevoir de l'argent à partir d'un téléphone mobile, d'effectuer des achats auprès des commerçants partenaires ou de percevoir son salaire. PosteMobile offre les services d'une banque digitale qui favorise l'accès du grand public aux services financiers. L'outil, de conception française (par le développeur de logiciels français TagPay) est né d'un partenariat entre la société des Postes et de l'épargne du Congo -SOPECO- et de SIKAR Finance, agent Money Gram. Pour la Directrice générale de la SOPECO, ce nouvel outil devrait permettre une diversification de ses sources de revenus, en cette période de crise économique et sociale.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : livraison de 450 nouveaux bus à la SOTRA en 2020

La Société des Transports Abidjanais (SOTRA) va renforcer son parc automobile en 2020 avec la livraison de 450 nouveaux bus. Un accord commercial a été signé entre Meité Bouake, directeur général de la SOTRA et Frédéric Morsing directeur général de Scania, groupe suédois en charge de la commande. Parmi les 450 bus commandés, 50 seront des bus au gaz. Cet accord fait suite à l'accord signé en 2017 avec l'indien Tata Motors pour 500 bus et avec l'italien IVECO en 2018 et 2019 pour 1 000 bus.

✉ christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Kenya : Approbation sous conditions de la fusion entre Airtel et Telkom par l'autorité de la concurrence

En février 2019, Airtel et Telkom, respectivement second et troisième opérateurs de télécommunication du pays, ont annoncé une fusion de leurs services de téléphonie mobile, de portage ainsi que de leurs offres à destination des entreprises. Cette fusion, approuvée par l'autorité de la concurrence le 13 décembre 2019, permettra à la future joint-venture Airtel-Telkom de détenir 30 % de part de marché, soit deux fois moins que la part du numéro un du secteur Safaricom. La fusion a été conditionnée au respect de plusieurs mesures : i) le maintien au minimum de la moitié des employés des deux entités, ii) l'impossibilité de vendre la joint-venture au cours des cinq prochaines années, iii) le maintien des licences d'exploitation et de spectre de fréquences jusqu'à l'expiration de leur durée et enfin, iv) le maintien des engagements vis-à-vis des contrats gouvernementaux.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Afreximbank et le gouvernement camerounais signent un accord de siège à Yaoundé

La Banque africaine d'import-export (Afreximbank) va installer son siège pour l'Afrique centrale au Cameroun. L'institution bancaire a par ailleurs rencontré les 10 et 11 décembre dernier, les PME de Douala et Yaoundé pour leur présenter les appuis qu'elle peut apporter à travers des banques dénommées « agents », notamment Afriland First Bank.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : Sime Darby Plantation vend sa concession d'huile de palme à une société locale

Le groupe malaisien Sime Darby Plantation, le plus grand planteur de palmiers à huile au monde par la taille de ses terres, a annoncé le 6 décembre 2019 qu'il vendrait sa concession d'huile de palme détenue au Liberia à une société locale. La concession, signée en 2009 pour une durée de 63 ans, porte sur une surface de 220 000 hectares au nord-ouest du pays – soit un cinquième du patrimoine foncier mondial de Sime Darby. Sime Darby a indiqué négocier avec l'entreprise MANCO Mano Palm Oil Industries (du groupe Mano Manufacturing Company, le plus grand fabricant de produits ménagers du pays). L'accord pourrait être signé d'ici la fin de l'année et la transaction finalisée au cours du premier trimestre 2020.

✉ lucile.basse@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Guinée : nomination de l'ancien Premier ministre Mamady Youla au poste de PDG de la SMFG

L'ancien Premier ministre Mamady Youla a été nommé PDG de la Société des mines de fer de Guinée (SMFG). La SMFG, filiale de la société américaine High Power Exploration, détient la concession du développement, la construction et la future exploitation du projet des gisements de fer de haute teneur du Nimba, située en Guinée forestière. Selon les estimations géologiques, la Guinée disposerait des plus importantes réserves mondiales non exploitées de fer à haute teneur. Le fer est l'une des nombreuses ressources minières du pays (plus de 200 M USD d'exportations en 2018 selon la CNUCED).

📧 lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C'M'S/ Bureau Francis Lefebvre

